

**DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
VILLE DE RIS-ORANGIS**

**ARRETE TEMPORAIRE N° 2023/244
du jeudi 13 juillet 2023
Portant modification temporaire de la réglementation en matière
de circulation et de stationnement, avenue de la Libération
à Ris-Orangis par la Société BIR**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code Pénal, notamment son article R.610.5,

VU le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

VU le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

VU l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

VU l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

VU le règlement communal de voirie,

CONSIDERANT la demande présentée par la Société BIR, domiciliée au 38 rue Gay Lussac – 94430 CHENNEVIERES SUR MARNE, relative à des travaux de renouvellement de la canalisation sous chaussée DN 100, avenue de la Libération à Ris-Orangis,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

SUR proposition des Services Techniques Municipaux,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Autorisation.

La Société BIR, domiciliée au 38 rue Gay Lussac – 94430 CHENNEVIERES SUR MARNE, est autorisée à réaliser des travaux de renouvellement de la canalisation sous chaussée DN 100, avenue de la Libération à Ris-Orangis.

Afin de garantir une circulation sécurisée et adaptée :

- La voie de circulation en direction de Paris sur la RN7 sera barrée à partir du rond-point de « DELBARD » et jusqu'à la rue des Pinsons.
- Mise en double sens de la rue des Pinsons et de la rue de la Haute Montagne qui s'achèvera à partir de l'intersection avec la rue des Bouvreuils.
- La rue des Pinsons et la rue de la Haute Montagne seront barrées, sauf aux riverains, sur la section rue des Bouvreuils par la RN7.
- Une déviation sera mise en place au rond-point de la RN7 par D449 – A6 – D310.
- Pour accéder aux Hameaux, des déviations seront mises en place par la Société.

La Société BIR, domiciliée au 38 rue Gay Lussac – 94430 CHENNEVIERES SUR MARNE, est autorisé à déposer une benne au 100 avenue de la Libération à Ris-Orangis, du lundi 21 août 2023 au vendredi 25 août 2023

Les travaux s'effectuant de nuit, (22h00/6h00), une dérogation est accordée dans le code de la réglementation définie par l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité.

Les travaux entraîneront :

- Une restriction sur section courante.
- Une fermeture à la circulation.
- Une suppression de 2 voies.
- Un empiètement sur chaussée.
- Une interdiction de dépasser pour les véhicules légers et poids lourds.
- Une interdiction de stationner et de circuler pour les véhicules légers et poids lourds.

ARTICLE 2 : Stationnement.

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

ARTICLE 3 : Signalisation et sécurisation du chantier.

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation réglementaire annonçant les travaux en cours.

ARTICLE 4 : Propreté des abords du chantier.

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des services techniques municipaux.

ARTICLE 5 : Remise en état du chantier.

A l'achèvement des travaux d'installation, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

ARTICLE 6 : Affichage.

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début des travaux et pendant toute la durée de l'intervention, à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 7 : Durée.

Le présent arrêté est applicable du lundi 21 août 2023 au vendredi 25 août 2023.

ARTICLE 8 : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Polices Urbaines,
- Monsieur le Commissaire de la Police d'Evry,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

2023/

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 13 juillet 2023.

Stéphane Raffalli
Maire de Ris-Orangis,
Conseiller départemental de l'Essonne

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture le :

Publié le : **04 AOUT 2023**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

